Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'État

le 4 octobre 2018

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 24, 25 et 26 septembre 2018

2018 V.492 Vœu relatif aux terrasses d'établissements 38 et 40 rue Notre Dame de Nazareth (3).

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal,

Considérant la pétition de plus de 200 personnes adressée au maire du 3ème arrondissement relative aux nuisances sonores répétées et au non-respect des emprises au sol (installation de mobiliers encombrants sur l'espace public),

Considérant que malgré les nombreux avertissements et mises en garde adressés au gérant de ces deux établissements, les nuisances sonores n'ont pas cessé et la qualité de vie des habitants dans ce quartier s'est dégradée,

Considérant que par arrêté municipal du 23 décembre 2016, il a été décidé de ne pas renouveler à compter du 1er janvier 2017, l'autorisation de terrasse accordée le 21 août 2012 aux deux débits de boissons, le Coltrane et le Cosmo situés respectivement au 38 et 40 rue Notre Dame de Nazareth,

Considérant la décision rendue le 31 mai 2018 par le tribunal administratif de Paris relatif au litige qui oppose la mairie de Paris et ces deux établissements,

Considérant que le tribunal administratif de Paris a confirmé le retrait, par la mairie du 3ème arrondissement, des terrasses dont bénéficiaient ces deux établissements,

Considérant que le gérant de ces débits de boissons a fait appel au jugement mais que l'appel de la décision du tribunal administratif ne saurait être suspensif de l'obligation de retirer la terrasse,

Considérant qu'il est constaté l'exploitation par ces deux établissements de terrasses ouvertes installées sur le trottoir,

Considérant que le recours à la force publique a déjà été employé dans d'autres arrondissements parisiens pour faire respecter de telles décisions,

Sur proposition de Pierre AIDENBAUM et des élus du Groupe socialiste et apparentés,

Demande :

- au Préfet de police de prendre toutes les mesures de police visant à faire respecter la décision du tribunal administratif et de faire procéder sans délai au retrait des terrasses de ces deux débits de boissons.